

Le discours des militaires dissidents pendant la guerre civile libanaise : le cas de l'Armée du Liban arabe (1976-1981)

Jonathan Hassine

Sorbonne Université – Centre d'histoire du XIX^e siècle (EA 3550)

Al-Intifāda (Le Soulèvement) est un opuscule de propagande publié en 1981 par l'Armée du Liban arabe, première faction dissidente de l'armée libanaise pendant la guerre civile. En s'appuyant sur cette source, cet article se propose d'examiner les ressorts discursifs mobilisés par ces militaires pour justifier et légitimer leur sécession en 1976. Le discours de l'Armée du Liban arabe recèle, d'une part, une contradiction insurmontable entre son ambition d'incarner la nouvelle armée nationale et son projet politique consistant à créer une « République arabe libanaise ». D'autre part, il permet de mieux comprendre les lézardes qui touchent les différents corps de l'armée, y compris le corps des officiers qui connaît une évolution sociologique importante dans les années 1960-1970.

Al-Intifāda (The Uprising) is a propaganda booklet published in 1981 by the Lebanese Arab Army, the first faction who rebelled against the Lebanese army during the civil war. Based on this source, this article examines the narrative used by this group to justify and legitimise its rebellion in 1976. The rebels' discourse, on the one hand, contains a sharp contradiction between their ambition to become the new national army and their political project which consists in creating a "Lebanese Arab Republic". On the other, it provides a better understanding of the existing gaps within the various army corps at the time, including in the officer corps which went through substantial sociological changes in the 1960s and the 1970s.

Le discours des militaires dissidents pendant la guerre civile libanaise : le cas de l'Armée du Liban arabe (1976-1981)

Il songea également au serment en vertu duquel il s'engagea à défendre la patrie et le peuple. Deux choix s'offraient alors à lui :

Soit il trahissait son serment et se contentait des étoiles incrustées sur ses épaules et des privilèges obtenus aux dépens du peuple, de ses pauvres et de ses malheureux.

Soit il se soulevait pour son serment, pour son honneur et sa dignité, et défendait de toutes ses forces les frontières de la patrie et la dignité du peuple. Il préféra le second choix au premier. Ainsi advint le soulèvement de l'Armée du Liban arabe, mené par le combattant Aḥmad al-Ḥaṭīb, avec un groupe de soldats, de sous-officiers et d'officiers se comptant sur les doigts de la main, qui crurent en leur patrie et qui suivirent ses pas pour affirmer l'identité du Liban arabe et sauver son peuple et ses masses des griffes des oppresseurs.¹

Cet extrait est tiré de l'opuscule de propagande, *Al-Intifāda* (Le Soulèvement), publié en 1981 par l'Armée du Liban arabe (*Jayš Lubnān al-'arabi*) afin de justifier sa sécession et se disculper des erreurs commises par le passé². L'Armée du Liban arabe (que l'on désignera aussi par l'acronyme ALA) est née de la première dissidence qui éclate, en janvier 1976, au sein de l'armée libanaise sous l'impulsion du lieutenant Aḥmad al-Ḥaṭīb. Pour s'exonérer des accusations que pourrait entraîner une telle décision, l'ALA mobilise le registre de l'héroïsme et de la fidélité face à celui de la trahison : au lieu de rester au service d'une armée qui a trahi sa mission, Aḥmad al-Ḥaṭīb choisit de faire sécession. Seul l'acte proditoire, en tant qu'il rompt le pacte social, peut en effet justifier la désagrégation du groupe³. Il en est de même pour la situation de guerre civile qui « présume l'existence d'une communauté politique dans laquelle les frères ennemis entrent en concurrence pour la redéfinition de ce qui les relie⁴ ». Afin de dépasser ce paradoxe originel, chaque belligérant cherche à établir un nouvel ordre à la fois social et moral, au sein duquel une partie de la communauté prend la forme du traître à combattre. Un discours de légitimation interne (destiné aux partisans) et externe (adressé aux alliés locaux ou étrangers) est alors élaboré pour contrebalancer ce que Klaus Schlichte appelle l'« ombre de la violence⁵ », c'est-à-dire les effets délégitimants engendrés par l'usage de cette dernière.

¹ *Al-Intifāda* [Le Soulèvement], s. l. n. d. (1981), s. n., p. 38. Toutes les traductions sont de l'auteur.

² Nous tenons à remercier Ammar al-Soumer qui nous a permis d'avoir accès à cette source ainsi que Catherine Mayeur-Jaouen et Elizabeth Picard pour leurs précieux conseils.

³ Nous renvoyons ici au remarquable chapitre d'Enrico Pozzi, « Le paradigme du traître », dans Dominique Scarfone (dir.), *De la trahison*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p. 1-33.

⁴ Nadine Picaudou, *Visages du politique au Proche-Orient*, Paris, Gallimard, 2018, p. 21.

⁵ Klaus Schlichte, *In the Shadow of Violence: The Politics of Armed Groups*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2009, p. 14.

En dépit de l'importance de tels discours pendant la guerre qui déchire le Liban entre 1975 et 1990, il n'existe que peu de travaux dédiés à cet objet⁶. Le cas de l'Armée du Liban arabe est intéressant car son discours de légitimation procède de l'ambivalence de sa position, à la fois comme acteur d'une guerre civile et en tant que faction dissidente de l'institution militaire libanaise. Pour se positionner à la fois sur la scène politique libanaise et vis-à-vis d'une institution censée incarner l'ultime garant de l'unité nationale, l'ALA use d'une rhétorique aussi classique pour diaboliser l'adversaire qu'originale pour se présenter comme la nouvelle armée nationale.

Cette position délicate explique que le fondateur de l'Armée du Liban arabe ressente rapidement le besoin de justifier sa sécession. Il donne une première interview au quotidien libanais de gauche *Al-Muḥarrir* dès le 30 janvier 1976 et présente, trois jours après, le programme de l'ALA dans les domaines politique, social, économique, culturel et militaire⁷. Paru cinq après, l'ouvrage reprend les ressorts discursifs mobilisés en 1976, seule année où l'ALA a été un acteur décisif, pour les approfondir et mettre en cause certains de ses prétendus alliés. Aussi ne donne-t-il pas lieu à une justification *a posteriori*, ce qui renforce sa valeur historique et testamentaire alors que le groupe est moribond en 1981. Dedicacé par le lieutenant al-Ḥaṭīb lui-même, le document est toutefois anonyme et utilise la première personne du pluriel pour parler collectivement au nom du groupe. Sur les neuf sections qui le composent, en sus du propos introductif, on analysera des passages relevant des quatre sections suivantes : « Le Soulèvement » (*Al-Intifāḍa*), « Le rôle de l'Armée du Liban arabe » (*Dawr Jayš Lubnān al-'arabi*), « Les raisons de l'effondrement de l'armée libanaise précédente » (*Asbāb inḥiyār al-jayš al-lubnānī al-sābiq*) – la formule n'est évidemment pas fortuite et vise à véhiculer une sorte de fait accompli selon lequel l'ALA aurait bel et bien succédé à l'armée libanaise –, et enfin « Objectifs et principes de l'Armée du Liban arabe » (*Ahdāf wa-mabādī' Jayš Lubnān al-'arabi*).

Confronté à d'autres sources (mémoires d'officiers libanais, revues officielles de l'armée, presse locale et enquête orale), l'opuscule permet de retrouver *in situ* le positionnement de l'ALA par rapport aux autres acteurs de la guerre civile et de comprendre non seulement la capacité de mobilisation fulgurante de l'ALA mais également les germes de son effritement dès 1977. L'objectif n'est donc pas de retracer ses principaux faits d'armes mais de saisir sa trajectoire – celle de son fondateur surtout – à travers l'articulation entre sa doctrine et ses relations avec les belligérants. Après avoir évoqué la naissance de cette faction dissidente et rappelé les procès en légitimité auxquels elle fait face au début de l'année 1976, on examinera la façon dont les responsables de l'ALA s'efforcent de justifier leur « soulèvement », en dénigrant l'institution dont ils sont issus et en se présentant comme la véritable armée nationale. Il s'agira ensuite d'expliquer pourquoi l'Armée du Liban arabe se pose comme le « bras armé » d'une des parties en conflit, le Mouvement national,

⁶ Il y a bien la stimulante étude de Fadia Nassif Tar Kovacs (1998) sur cette forme particulière du discours qu'est la rumeur, mais rien ou presque sur celui des entrepreneurs de guerre, à l'exception du court essai de Nawaf Salam (1981) sur les mémoires de trois protagonistes du conflit (Camille Chamoun, Kamal Joublatt et Abou Iyad) et des récentes enquêtes sur les mémoires de la guerre rassemblées dans un ouvrage dirigé par Franck Mermier et Sabrina Mervin (2010) ainsi que celles de Dima de Clerck (2009 ; 2014 entre autres) sur la fonction des mémoires communautaires druzes et chrétiennes dans la guerre de la Montagne (1982-1984).

⁷ *Al-Muḥarrir*, 31 janvier 1976 ; 4 février 1976.

et les conséquences d'un tel positionnement. Enfin, cette position intenable, comme dissidence militaire à aspiration nationale et comme groupe armé aligné sur une des parties en conflit, permettra d'expliquer l'effritement du groupe dès l'automne 1976 face à des alliés de plus en plus hostiles.

LA DISSIDENCE DU LIEUTENANT AḤMAD AL-ḤAṬĪB SOUS LE FEU DES CRITIQUES

Le 21 janvier 1976, le lieutenant libanais Aḥmad al-Ḥaṭīb, soutenu par le Fatah, décide de franchir le Rubicon et charge le lieutenant Basām Idlibī de prendre le contrôle, à minuit, de l'avant-poste de Berghoz, leur lieu d'affectation. Dans le même temps, un autre camarade, le sous-lieutenant Mu'īn Ḥaṭūm, prend la tête d'un convoi composé de trois véhicules blindés, de deux chars, de deux camions et de deux véhicules tout-terrain pour rallier Berghoz depuis le barrage militaire situé à proximité de Khiyam. Averti de ces mouvements, le commandant de l'avant-poste de Souk al-Khan, le lieutenant Ibrahīm 'Awn se prépare à barrer la route aux deux groupes. Une mutinerie éclate toutefois au sein même de l'avant-poste qui tombe aux mains des partisans d'Aḥmad al-Ḥaṭīb, après les premiers combats entre militaires libanais exclusivement depuis le début de la guerre civile. C'est depuis Souk al-Khan que ce dernier proclame la création de l'Armée du Liban arabe⁸, invitant tous les militaires à le rejoindre et rejetant le commandement de l'armée libanaise, accusé d'avoir renoncé à la souveraineté du pays et d'avoir perdu toute légitimité⁹.

À cause de la trêve naissante, la dissidence semble alors ignorée aussi bien par les autorités que par la presse¹⁰. Le commandement de l'armée nie, dans un communiqué du 24 janvier 1976, toute division au sein de l'armée et appelle simplement l'ensemble des militaires « qui n'ont pu rejoindre leur unité en raison du contexte sécuritaire à [la] regagner [...] au plus vite¹¹ ». Le 30 janvier, la rhétorique officielle a légèrement évolué : le premier ministre Rachid Karamé, également ministre de la Défense, lance un nouvel appel aux militaires ayant abandonné leur poste pour qu'ils regagnent, avec leur matériel, leur unité ou le poste le plus proche dans un délai de trois jours, en échange de l'abandon de toutes les poursuites¹². Il faut néanmoins attendre le début du mois de février pour que le mouvement d'Aḥmad al-Ḥaṭīb soit directement mis en cause par le commandant en chef de l'armée, Hannā Sa'īd, qui le qualifie de « trahison nationale » et annonce la création d'un comité spécial chargé d'étudier les cas de désertion¹³.

⁸ Son nom originel semble avoir été l'Armée libanaise arabe (*al-Jayš al-lubnānī al-'arabī*). C'est du moins sous cette appellation qu'elle est initialement présentée dans la presse.

⁹ N. Nassif, *Juyūš Lubnān, inqisāmāt wa-walā'āt* [Les armées du Liban, divisions et allégeances], Beyrouth, Raidy, 2017, p. 31.

¹⁰ La première occurrence du lieutenant Aḥmad al-Ḥaṭīb dans le plus grand quotidien libanais, *Al-Nahār*, intervient seulement dans l'édition du 28 janvier 1976 qui n'y consacre que quelques lignes. Même le quotidien proche de la gauche libanaise, *Al-Muḥarrir*, ne le mentionne qu'à partir de son édition du 29 janvier.

¹¹ *Al-Nahār*, 24 janvier 1976.

¹² *L'Orient-Le Jour*, 30 janvier 1976.

¹³ *Al-Ḥawādīṭ*, 6 février 1976.

Selon un rapport présenté au commandement de l'armée un peu moins de trois semaines avant la dissidence d'Aḥmad al-Ḥaṭīb, le taux de défection dans l'armée libanaise restait négligeable, notamment par rapport à celui des Forces de sécurité intérieure (FSI). Seulement 5 % du personnel de l'armée, soit 850 militaires, avait déserté entre avril et décembre 1975, alors que les FSI avaient perdu près d'un quart de leurs effectifs¹⁴. Sans doute la trentaine de dissidents de l'ALA ne présentait-elle alors pas de caractère alarmant. En l'espace de deux mois, l'Armée du Liban arabe parvient pourtant à s'emparer de la quasi-totalité des casernes des gouvernorats du Liban-Sud et du Liban-Nord. Il s'agit d'un tournant majeur car cette dissidence va en entraîner d'autres à partir du mois de mars 1976. Une telle conquête territoriale démontre ainsi l'importante capacité de mobilisation du groupe dans un contexte pourtant défavorable. Ses principaux responsables en sont bien conscients eux-mêmes et exposent de manière euphémisée les procès en légitimité auxquels ils ont été rapidement confrontés :

Beaucoup de forces patriotiques [*waṭānī*¹⁵] locales et de forces arabes [envoyèrent] des signaux d'interrogation et de méfiance vis-à-vis de ce phénomène nouveau [...], d'autant plus qu'il prit au début, contre son gré [...], deux positions peu appréciées généralement : [...] la rébellion [...] et la division au sein de l'armée. [...] La situation était d'autant plus dangereuse [...] que [le soulèvement de l'Armée du Liban arabe] intervint comme s'il entravait l'atmosphère d'entente au moment où il n'était pas encore clair, pour l'ensemble des parties impliquées dans la crise libanaise, que la décision isolationniste-sioniste était de poursuivre la déflagration et de refuser toute solution comme il advint par la suite.¹⁶

Selon ce passage, l'une des premières vagues de critiques proviendrait du Mouvement national (*al-Ḥaraka al-waṭāniyya*), désigné comme les « forces patriotiques [*waṭānī*] locales », principale coalition des partis de la gauche libanaise dirigée par Kamal Joumblatt depuis 1969¹⁷. À ce moment-là, Kamal Joumblatt tient en fait à ce que l'armée reste en dehors des combats et continue d'incarner l'unité nationale¹⁸. Bien qu'il salue, le 1^{er} février 1976, « l'action d'Aḥmad al-Ḥaṭīb qui peut être considérée comme saine puisqu'elle vise à corriger le déviationnisme de certains officiers¹⁹ », le *ḡa'im* (leader traditionnel) druze craint les conséquences néfastes d'un éclatement de l'armée. La première discorde entre l'ALA et le Mouvement national n'intervient qu'à partir de la mi-mars 1976 lors de la montée en puissance de la faction dissidente²⁰.

¹⁴ Adel A. Freiha, *L'Armée et l'État au Liban (1943-1975)*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980, p. 214.

¹⁵ L'épithète arabe est ici volontairement rappelée car sa traduction française ne restitue pas la richesse sémantique du champ lexical de l'époque : l'adjectif *waṭānī* permet d'inscrire l'action des acteurs qui s'en revendiquent dans le cadre libanais tout en attestant qu'ils défendent une cause plus vaste – palestinienne, arabe, progressiste et anti-impérialiste –, héritée du nationalisme arabe (*qawmiyya*). Cf. Jonathan Hassine, « Entre *waṭāniyya* et *qawmiyya* : repenser le nationalisme arabe de la fin de l'Empire ottoman à la guerre du Liban », *Page 19*, à paraître ; Samir Kassir, *La guerre du Liban : de la dissension nationale au conflit régional, 1975-1982*, Paris/Beyrouth, Karthala/CERMOC, 1994, p. 88-89.

¹⁶ *Al-Intifāda*, *op. cit.*, p. 64.

¹⁷ Cf. Kamal S. Salibi, *Crossroads to Civil War: Lebanon, 1958-1976*, Delmar, Caravan Books, 1976.

¹⁸ *Al-Muḥarrir*, 24 janvier 1976.

¹⁹ *L'Orient-Le Jour*, 1^{er} février 1976.

²⁰ Nous y reviendrons *infra*.

Le premier véritable défi posé à l'ALA vient des « forces arabes » qui désignent dans ce texte principalement la Syrie. Le 20 janvier 1976, Damas avait envoyé une délégation au Liban composée du ministre des Affaires étrangères, Abd al-Halim Khaddam, du chef d'état-major, le général Hikmat Chéhabi et du commandant de l'armée de l'air, le général Naji Jamil, afin d'éviter une escalade des violences plus grande encore et de faire pression sur les principaux leaders chrétiens, Pierre Gemayel, Camille Chamoun et le président de la République libanaise lui-même, Sleiman Frangié, pour les ramener à la table des négociations. C'est dans cette perspective que des bataillons des brigades Yarmouk et Hittin appartenant à l'Armée de libération de la Palestine (*Jayš al-taḥrīr al-filasṭīnī*, ALP), sous commandement syrien, avaient pénétré la veille au Liban-Nord et dans la Bekaa. Le 22 janvier, un « accord politique global » entre toutes les parties est annoncé par la présidence de la République libanaise. Il marque en fait le début d'une série de consultations entamées par la Syrie auprès des belligérants pour parvenir à une réforme constitutionnelle susceptible de satisfaire chacun d'eux²¹.

La création de l'Armée du Liban arabe intervient donc en pleine tentative de règlement de la crise libanaise. Le premier contentieux avec la Syrie a lieu lorsque, le 28 janvier 1976, le convoi de Abd al-Halim Khaddam est attaqué par des éléments de l'ALA au poste-frontière de Masnaa après une méprise sur l'identité des passagers²². Aḥmad al-Ḥaṭīb est sommé de retirer ses troupes positionnées le long de la frontière syrienne. Surtout, l'armée libanaise est censée être le pivot de la politique syrienne de pacification en se déployant progressivement sur certaines lignes de front. Et le rétablissement de la souveraineté libanaise sur l'axe reliant Beyrouth à Damas est posé comme un préalable à la visite de Sleiman Frangié dans la capitale syrienne qui doit parachever le projet de réforme prévu pour régler le conflit, dont l'institution militaire fait partie²³. La dissidence du lieutenant Ḥaṭīb apparaît donc comme un obstacle majeur au processus de pacification engagé sous les auspices syriens. Tandis que chaque partie est pressée par la Syrie de faire des concessions, l'ALA qui monte en puissance compte 850 militaires à la fin du mois de février sur le total des 1 150 individus ayant abandonné leur poste²⁴. La Syrie prend la mesure de la menace et insiste, lors d'une réunion avec les principaux leaders musulmans et progressistes chez le *ṣayḥ al-'aql*, Muhammad Abu Chakra, sur la nécessité de mettre fin au mouvement, sous peine de devenir « un problème syrien et non plus un problème libanais²⁵ ».

En pleine phase de désescalade, un grave précédent est donc créé au sein d'une institution considérée, d'après la tradition chéhabiste et sous l'influence française, comme la Grande muette (*al-Ṣāmit al-akbar*) : celui d'une division de plus en plus patente dans ses rangs. En choisissant de se retourner contre son commandement, Aḥmad al-Ḥaṭīb s'aliène non seulement une partie des

²¹ Cf. S. Kassir, *La guerre du Liban, op. cit.*, p. 159-162.

²² *Al-Ḥawādīṭ*, 6 février 1976.

²³ *L'Orient-Le Jour*, 6 février 1976.

²⁴ N. Nassif, *Juyūš Lubnān, op. cit.*, p. 51.

²⁵ Hassan Khaled, *Al-muslimūn fī Lubnān wa ḥarb al-Sanatayn* [Les musulmans au Liban et la guerre des Deux Ans], Beyrouth, Dār al-Kindī, 1978, p. 241.

militaires qui refusent toute atteinte à l'unité de l'armée mais également une partie de ses alliés politiques potentiels, dont la Syrie au premier chef. En dépit de cette position défavorable, l'ALA parvient à recruter entre 3 000 et 3 500 militaires durant le printemps 1976²⁶, soit plus d'un cinquième des effectifs de l'armée libanaise, et devient un acteur important du conflit jusqu'à l'automne de la même année.

LE SOULÈVEMENT CONTRE L'« ARMÉE DE YARZE »

Tout au long de l'opuscule, l'ALA a recours à un procédé métonymique pour nier la légitimité de l'armée mère, désignée comme l'« armée de Yarzé » (*jayš al-Yarza*). Située au sud-est de Beyrouth, Yarzé est la localité où est installé le siège du commandement militaire sur le site même du ministère de la Défense nationale, à proximité du palais présidentiel campé sur les hauteurs de Baabda. Aux yeux de l'ALA, il s'agit donc d'un soulèvement légitime contre l'armée du commandement, garante d'un « État raciste et communautariste », afin d'ouvrir la voie à un « État arabe progressiste²⁷ ». Dans la section intitulée « Les raisons de l'effondrement de l'armée libanaise précédente », qui reprend les motifs de l'« *intifāda* » donnés lors d'une conférence de presse le 6 juin 1976²⁸, c'est en effet la hiérarchie de l'institution qui est d'abord mise en cause :

L'autoritarisme militaire :

Le chef du pouvoir militaire, selon l'organisation et les lois en vigueur et contrairement à n'importe quelle armée dans le monde, jouit de larges prérogatives, impossibles à dénombrer et concentrées en la personne du commandant en chef. [...] Il a le droit de disposer des forces armées de sorte que le ministre de la Défense et le premier ministre se retrouvent sans prérogative militaire. En raison du lien légal qui relie le commandant en chef au président de la République de manière directe, le choix du commandant se fait obligatoirement au sein même de la communauté du président, ce qui rend le premier complètement dépendant du second sur le plan moral et affectif à travers un dispositif caché assimilé au féodalisme religieux. [...] Cet autoritarisme communautaire s'étendait [...] du sommet de la pyramide jusqu'à la base [...], à tel point que l'armée tout entière passa au service de la conception du commandant en chef et de la politique communautaire à laquelle il s'associe.²⁹

Selon l'article 2 du décret législatif n°33 du 19 janvier 1955 portant organisation du ministère de la Défense nationale et réglementation du statut légal de l'armée, « l'armée, ainsi que les forces terrestres, aériennes et navales, sont placées à la disposition du président de la République³⁰ ». Remplaçant le décret pris en 1955, la loi n°10 du 7 juillet 1967 ne fait que confirmer ces prérogatives, prévoyant que « l'armée est placée à la disposition du président de la République³¹ ».

²⁶ Archives du ministère des Affaires étrangères [désormais AMAE], 1835/INVA 428, Télégramme de Lataillade, 4 décembre 1976.

²⁷ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 9.

²⁸ *Al-Muḥarrir*, 7 juin 1976.

²⁹ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 54.

³⁰ Edmond Rabbath, *La Constitution libanaise : origines, textes et commentaires*, Beyrouth, Université libanaise, 1982, p. 328.

³¹ *Ibid.*, p. 329.

Or depuis l'indépendance du Liban en 1943, une règle non-écrite veut que le président de la République libanaise soit de confession maronite, tradition qui remonte en fait aux tractations entre le leadership maronite et le mandataire français qui débouchent sur le choix d'un président maronite en 1934. Et depuis la création de l'armée libanaise le 1^{er} août 1945, il en va de même pour le commandant en chef. Placé au-dessus du chef d'état-major (druze à partir de 1959), le poste de commandant en chef (*qā'id al-jayš*) est une spécificité des forces armées libanaises. Relevant directement du président de la République, il dispose à cette époque de prérogatives très larges (promotion, budget, matériel, etc.) qui marginalisent le ministre de la Défense nationale et le chef d'état-major.

En 1976, la domination par des maronites des plus hautes fonctions politiques et militaires se reflète également dans la répartition des postes les plus importants dans l'armée : les commandants de l'armée de l'air (*silāḥ al-difā' al-jawī*) et de la marine (*al-qunwāt al-baḥrīyya*) sont maronites, de même que le sous-chef d'état-major aux opérations et que les chefs du premier bureau (Personnel), du second (Renseignement), et du quatrième (Logistique)³², quatre des cinq régions militaires sont commandées par des chrétiens, en majorité maronites, et 85 % des commandants des unités combattantes sont chrétiens, contre 15 % de musulmans³³. Essentiellement dérivée de la prépondérance chrétienne à la tête de l'État, cette répartition doit aussi être lue à la lueur de l'héritage mandataire de l'institution militaire libanaise. Dans les années 1970, le corps des officiers supérieurs et généraux est issu des promotions de l'École militaire de Homs (1932-1945³⁴) qui a succédé à celle de Damas (1921-1932) durant le mandat français, dont la partie libanaise est en très grande majorité chrétienne et originaire du Mont Liban³⁵. Sous le mandat du président Fouad Chéhab (1958-1964), une politique de rééquilibrage communautaire dans la fonction publique, y compris dans l'armée, est mise en œuvre³⁶. À partir du milieu des années 1970, une quasi-parité est atteinte entre les officiers chrétiens et musulmans (51 % d'officiers chrétiens contre 49 % d'officiers musulmans)³⁷.

En dépit de cette évolution, l'image d'une « armée chrétienne » aux mains du président de la République, Sleiman Frangié, et de ses alliés s'impose au sein d'une partie de la classe politique et de la population. Outre la répartition inégale des plus hautes fonctions militaires, elle est le résultat de la passivité de l'armée face aux incursions israéliennes qui se multiplient à partir de la fin des

³² Ajoutons à cela que le directeur de l'Administration, responsable des marchés, est grec-catholique. Ne reste plus pour les musulmans, parmi les plus hauts postes de l'armée, que celui de chef d'état-major, de sous-chef d'état-major à la logistique, et de chef du troisième et du cinquième bureau.

³³ Fouad Lahoud, *Ma'sāt jayš Lubnān* [La tragédie de l'armée du Liban], Baabda, s. n., 1976, p. 84.

³⁴ Une brève interruption de la formation a lieu entre 1941 et 1942 en raison de la campagne des Alliés contre les forces vichystes au Levant à l'été 1941. Cf. Sami Rihana, *Histoire de l'armée libanaise contemporaine*, t. 2, *Les Troupes spéciales du Levant et l'Armée de l'indépendance (1926-1946)*, Beyrouth, VISA, 1988, p. 87.

³⁵ *Ibid.*, p. 166-174.

³⁶ Stéphane Malsagne, *Fouad Chéhab (1902-1973) : une figure oubliée de l'histoire libanaise*, Paris/Beyrouth, Karthala/IFPO, 2011, p. 260-261.

³⁷ Oren Barak, « Towards a Representative Military? The Transformation of the Lebanese Officer Corps since 1945 », *Middle East Journal*, 2006, vol. 60, n° 1, p. 75-93.

années 1960 sur le sol libanais, conjuguée aux opérations menées par les forces armées libanaises contre la Résistance palestinienne. Cette situation entraîne par ailleurs une frustration croissante chez les militaires, particulièrement chez les jeunes officiers, blessés dans leur amour-propre par ces atteintes à l'intégrité nationale³⁸.

Les quatre dissidents qui fondent l'Armée du Liban arabe appartiennent bien à cette catégorie de jeunes officiers subalternes frustrés par la situation : il s'agit de deux lieutenants, Aḥmad al-Ḥaṭīb et Basām Idlibī et de deux sous-lieutenants, Mu'īn Ḥaṭūm et 'Umar 'Abd Allāh. Aussi la critique du groupe ne porte-t-elle pas uniquement sur la hiérarchie de l'institution militaire mais aussi sur les valeurs qu'elle incarne :

Le rejet des traditions arabes héritées et du sens de l'honneur et de la dignité :

Le pouvoir s'est attaché à extirper tout sentiment de dignité à travers les fêtes dépravées et les jeux d'argent au sein même des clubs militaires et sous les yeux des militaires. Les familles des officiers ont souvent été soumises à des condamnations pour leur conduite et leur comportement, tandis qu'une note de service émise par le commandement autorisait les femmes des sous-officiers à se rendre à la piscine militaire sans être accompagnées de leur époux, au mépris de toutes valeurs éthiques et humaines. Et l'officier dont l'honneur refusait de tremper dans cette société contaminée se voyait accusé d'arriération sociale, de même que l'officier qui ne boit pas d'alcool ou qui ne permettait pas à sa femme de le faire. L'officier qui écoutait les radios et la musique arabes [c'est-à-dire égyptiennes à l'époque] ou qui appréciait les rites religieux [musulmans], tels que la prière et le jeûne, voyait inscrits ces faits dans son dossier, prélude à sa catégorisation comme « fanatique ».

Le pouvoir a également mis des entraves à ses visites dans les pays arabes, notamment pour s'acquitter de l'obligation du hajj. Celui qui jeûne [pendant le mois de Ramadan] est soumis à des exercices intenses. [...] Il faut aussi noter que la journée de travail au sein de l'institution militaire durait jusqu'à 14 h. Quant au vendredi, elle s'étirait jusqu'à 17 h 30 afin de s'opposer aux sentiments des militaires musulmans. [...]

L'adoption des traditions étrangères : [...]

Mutaqaddam : Ancien³⁹

Ḥadīṭ : Jeune

'Arrāb : Parrain

Falyūn : Falion

'Amīd al-dawra : Père-système

Outre le fait que de nombreuses expressions, en dépit de leur arabisation, continuent d'être utilisées en français, tels que les noms du matériel et des armes et leurs acronymes, parler en français est devenu un indice de culture, tandis que parler en arabe est un signe de conservatisme et d'arriération. [...] La fête des armes dans l'armée est calquée sur celle de l'armée française : à chaque arme son saint patron, saint Joseph pour les blindés, sainte Barbe pour l'artillerie, etc.

L'enseignement et l'orientation morale :

Le militaire est soumis, en particulier à l'École militaire, à un processus de dénaturation de son initiation et de son orientation. L'histoire militaire à l'École militaire évoque les aspects chevaleresques et héroïques des chefs occidentaux, tels que les batailles d'Austerlitz et d'Ulm, menées par Napoléon, la bataille de Cannes menée par Hannibal ou encore les batailles de la

³⁸AMAE, 1835INVA/428, Rapport mensuel de l'attaché des forces armées près l'ambassade de France au Liban (octobre 1974), 2 novembre 1974.

³⁹ Les termes soulignés sont écrits en français dans l'opuscule.

Première et de la Seconde Guerre mondiale. Elle n'évoque guère l'héroïsme de Khalid ibn Walid, de Salah al-Din al-Ayyubi, de Muhammad ibn Qassem, de Saad ibn Abi Waqqas, etc.⁴⁰

Place de la femme, place de la langue, de la culture et de l'histoire arabe, pratiques religieuses, loisirs : c'est une grande partie de la culture militaire de l'armée libanaise, comprise ici comme un « système de valeurs, des traditions, un rapport aux affects et au charisme (au sens wébérien)⁴¹ », qui est remise en cause par les jeunes officiers de l'Armée du Liban arabe. Ce hiatus renvoie au défi considérable que représente l'ouverture croissante du corps des officiers pour l'institution militaire. La dissidence de l'Armée du Liban arabe pointe ainsi la difficulté pour l'armée libanaise d'incarner le creuset de l'unité nationale et celle, au premier chef, de l'École militaire (*al-Madrasa al-ḥarbiyya*) de Fayadih. La formation militaire, *a fortiori* à l'école d'officiers, constitue en effet l'expérience la plus cruciale pour le soldat qui doit devenir à terme « membre d'une "fraternité" professionnelle⁴² » avec à ses côtés « des collègues pour la vie⁴³ ». À ce titre, elle est un véritable « acte d'institution » au sens bourdieusien, en tant qu'elle « signifie à quelqu'un son identité, [...] la lui exprime et la lui impose⁴⁴ ». L'acte d'institution de l'École militaire est par conséquent d'autant plus violent que l'ethos de l'armée diffère de celui des nouvelles recrues.

Dans ses mémoires, le général Sāmī al-Ḥaṭīb raconte l'expérience traumatisante de sa première année à Fayadih en 1952⁴⁵. À cette époque, 65,5 % des officiers sont chrétiens, 40 % sont originaires du Mont-Liban, un peu moins d'un quart ont un proche dans l'armée⁴⁶ et la culture francophone et francophile est encore très ancrée. Or Sāmī al-Ḥaṭīb appartient à la communauté sunnite, est le seul élève-officier originaire de la Bekaa, ne compte aucun parent dans l'armée, et ne maîtrise pas le français. Son sentiment d'isolement est tel qu'il présente sa démission dans les premiers mois de sa formation, avant de la reprendre⁴⁷. Si le corps des officiers est plus hétérogène dans les années 1960, l'expérience à l'École militaire n'en demeure pas moins un choc pour certains élèves-officiers. L'héritage saint-cyrien est encore vif à l'époque et contribue à renforcer le sentiment d'aliénation d'une partie des élèves-officiers. L'usage du français et du lexique – même arabisé – du « cyrard », tel que le père-système (représentant de toute une promotion, en arabe *mudabbir*) et le parrain (élève-officier de troisième année prenant sous son aile un élève de première année, en arabe *'arrāb*), crée une « langue légitime⁴⁸ », dont la symbolique exclut une partie minoritaire de la promotion. C'est le cas du fondateur de l'ALA : Aḥmad al-Ḥaṭīb entre à Fayadih

⁴⁰ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 57-58.

⁴¹ Laure Bardiès, « Du concept de spécificité militaire », *L'Année sociologique*, octobre 2011, vol. 61, n° 2, p. 273-295, ici p. 283.

⁴² Morris Janowitz, *Professional Soldier: A Social and Political Portrait*, New York, Free Press, 1961, p. 127.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Pierre Bourdieu, « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1982, vol. 43, n° 1, p. 58-63, ici p. 60.

⁴⁵ Sami al-Khatib, *Fī 'ayn al-ḥadaṭ : ḥamsa wa-arba'ūn 'āman li-ajl Lubnān* [Au cœur des événements : quarante-cinq ans au service du Liban], Beyrouth, Al-Dār al-'arabiyya li-l-'ulūm, 2008, p. 30-36.

⁴⁶ Oren Barak, « Towards a Representative Military? », op. cit.

⁴⁷ S. al-Khatib, *Fī 'ayn al-ḥadaṭ*, op. cit., p. 31-32.

⁴⁸ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2014 [2001].

en 1965, il a alors vingt-cinq ans, un âge tardif par rapport à ses camarades de promotion qui ont en moyenne dix-huit ans. Il n'est pas francophone, ses résultats sont médiocres et a beaucoup de mal à s'adapter à la vie militaire⁴⁹. Son année à l'École d'application de Saumur (arme blindée-cavalerie), de 1968 à 1969, est tout aussi déroutante en raison de sa mauvaise maîtrise du français⁵⁰. La reprise des saints patrons des armes françaises (sainte Barbe pour l'artillerie, saint Georges pour la cavalerie, etc.) renforce ce sentiment d'exclusion, alors que toute pratique religieuse au sein de l'institution militaire est proscrite à l'époque.

Sans que le commandement ne mette sciemment des obstacles à un culte particulier, il est difficile pour l'élève-officier musulman de pratiquer sa religion dans les années 1960-1970 : il ne peut prier en public mais ne dispose pas d'un espace privé puisque les chambrées sont communes. Il en va de même pour le jeûne : aucun aménagement spécifique n'est mis en place pour celui qui déciderait de jeûner pendant le mois de Ramadan, même si un *iftār* pouvait être organisé pour l'ensemble de la promotion. L'élève-officier jeûneur est soumis aux mêmes horaires et aux mêmes exercices que ses camarades⁵¹.

Quant à l'histoire militaire enseignée à Fayadih, les quatre officiers interrogés dans le cadre de cet article insistent sur sa dimension plurielle⁵² : les grands chefs de guerre sont évoqués d'Alexandre le Grand et Hannibal à Napoléon Bonaparte en passant par Khalid ibn Walid, Salah al-Din et Fakhr al-Din⁵³. C'est sans doute le fait que l'histoire militaire européenne soit mise sur un pied d'égalité, voire prenne le pas sur l'histoire arabe qui scandalise les dissidents de l'ALA. Sous la responsabilité du deuxième bureau (Renseignement) jusqu'en 1981, la revue mensuelle de l'armée libanaise, *Al-Jundī al-lubnānī* (Le Soldat libanais) vient peu ou prou confirmer cette observation : dans les vingt-quatre numéros parus entre 1973 et 1974, douze numéros contiennent un article d'histoire militaire libanaise, dix d'histoire militaire européenne, et seulement trois d'histoire militaire arabe (non-libanaise). Le seul thème panarabe récurrent qui permet de compenser cette insuffisance de l'héritage militaire arabe est le conflit israélo-arabe : dans presque chaque numéro (vingt-et-un sur vingt-quatre), une section intitulée « Connais ton ennemi » (*A'rif 'adū-ka*) est présente pour évoquer ce conflit sous divers aspects. La portée de cette revue est importante car tous les militaires (quel

⁴⁹ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 24-25.

⁵⁰ Jusqu'à l'éclatement de la guerre civile, les stages d'application à la sortie de l'École militaire se déroulaient généralement en France.

⁵¹ Entretien avec le général Jān Nāšif, 19 juin 2019 ; avec le général Anṭwān Ḥalaf, 5 juillet 2019.

⁵² Il s'agit des généraux Jān et Mīšāl Nāšif, Anṭwān Ḥalaf et Samīr al-'Asaylī.

⁵³ Khalid ibn Walid (m. 642) est un général arabe qui combattit aux côtés du Prophète Muhammad et participa notamment à la conquête de La Mecque en 629. Connu sous le nom de Saladin en Occident, Salah al-Din al-Ayyubi (m. 1193) parvint à unifier sous son règne le Proche-Orient islamique (Syrie et Égypte). Même s'il passa plus de temps à lutter contre ses adversaires musulmans, il incarne le champion du *jihād* contre les croisés, notamment grâce à la prise de Jérusalem à la suite de sa victoire à la bataille de Hattin en 1187. Quant à l'émir Fakhr al-Din II Maan (m. 1635), il est un gouverneur nommé par la Porte à la tête du *sanjak* de Sidon (v. 1590) et de Safad (1598). Au cours de son règne, Fakhr al-Din II réussit à contrôler la quasi-totalité du territoire libanais actuel et se voit considéré, dans l'historiographie dite « libaniste maronite » (Ahmad Beydoun, 1984 et Kamal S. Salibi, 1989) et reprise dans programmes scolaires officiels jusqu'à la veille de la guerre civile (Betty Gilbert-Sleiman, 2010 et Candice Raymond, 2013), comme l'un des pères fondateurs du Liban moderne.

que soit leur grade) sont tenus d'y être abonnés, même s'ils semblent se contenter le plus souvent de la feuilleter⁵⁴.

Il est possible que les représentations de la femme dans les dessins humoristiques (utilisant le dialecte libanais) de la revue, dont la plupart ne sont en fait ni plus ni moins que des scènes graveleuses, soient choquantes pour une partie des militaires de l'époque. Pour ne donner qu'un exemple représentatif, décrivons l'un des dessins du numéro d'*Al-Jundī al-lubnānī* de juillet 1974 : une femme, à la poitrine dénudée, est surprise par son mari au lit avec son amant et lui dit : « Reste "chic" mon vieux ! Est-ce que mon ex-mari s'est fâché lorsqu'il nous a attrapés, toi et moi⁵⁵ » ? (*Hallī-k "šik" ya rijjal ! Zanji al-sabiq za 'al šī lammā kamaš-nā anā w-yāk ?*). De fait, il semble y avoir un fossé entre la culture dominante véhiculée par l'École militaire et celle des officiers issus des régions périphériques du Liban, de plus en plus nombreux à partir des années 1960. La présence d'épouses d'officiers en bikini au Bain militaire (*al-Ḥammām al-'askari*) de Beyrouth figure certainement parmi les motifs d'incompréhension, voire de dissension entre ces deux catégories, ou du moins d'une partie d'entre elles.

En insistant sur les lézardes du corps des officiers libanais avant le début de la guerre civile, l'objectif n'est pas de nier l'importance du désaccord sur le rôle de l'armée dans la défense du Liban et dans le conflit israélo-arabe, ni celle du facteur palestinien dans l'éclatement de l'institution en 1976. Sans doute le fossé sociologique aurait-il pu être comblé, ou du moins ces formes de contestation de la culture militaire libanaise auraient-elles pu rester marginales, sans les problèmes politiques que connaît le Liban d'alors. Ces observations permettent toutefois de comprendre que l'expérience traumatisante mais isolée d'élèves-officiers dans les années 1950 soit devenue un terreau de révolte potentielle pour de jeunes officiers diplômés dans les années 1960-1970 qui ne se reconnaissent plus dans l'armée mère et décident de se présenter comme la nouvelle « armée de tout le Liban ».

L'ALA, « L'ARMÉE DE TOUT LE LIBAN » ?

Afin de concurrencer l'« armée de Yarzé », l'ALA se présente l'armée de « tout le Liban, dans toutes ses communautés et ses appartenances⁵⁶ ». Le but est de convaincre tous les militaires, quelles que soient leurs origines, de rejoindre la nouvelle armée libanaise. L'échec est criant : même à son apogée, le groupe reste composé essentiellement de soldats sunnites et ne parvient pas à recruter d'officiers supérieurs, à l'exception de deux militaires chiïtes, le lieutenant-colonel Yūsuf Maṣṣūr et le commandant Ḥusayn 'Awaḍ. Sur les quatre officiers ayant participé au « soulèvement », trois sont sunnites : Aḥmad al-Ḥaṭīb, 'Umar 'Abd Allāh et Basām Idlibī, et le quatrième est chiïte : Mu'īn al-Ḥatūm. L'ALA manque de cadres et ne compte aucun officier

⁵⁴ Entretien avec le général Anṭwān Ḥalaf, 26 juillet 2019 ; avec les sergents-chefs Ḥusām al-Mīnāwī et Fu'ād Mājid, 25 juillet 2019.

⁵⁵ *Al-Jundī al-lubnānī*, juillet 1974.

⁵⁶ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 43.

chrétien dans ses rangs. Le fondateur ne parvient même pas à convaincre son plus proche camarade de promotion, un chrétien prénommé Farḥān Barakāt, de rejoindre sa dissidence⁵⁷. Si l'appartenance confessionnelle constitue un critère décisif, la carence d'officiers, y compris sunnites, au sein de l'ALA montre que le facteur générationnel (et toutes ses implications en termes d'origines sociales et géographiques) doit aussi être pris en compte.

Plusieurs mesures sont prises par le lieutenant Ḥaṭīb pour tenter de compenser ces faiblesses. Dès le printemps 1976, celui-ci procède à la promotion d'officiers subalternes, en particulier les dissidents de la première heure : 'Abd Allāh, Idlibī et Ḥatūm sont promus au grade de capitaine, surpassant ainsi le grade du fondateur de l'ALA lui-même. Pour éviter toute ambiguïté hiérarchique, Aḥmad al-Ḥaṭīb s'arroge la fonction de commandant général (*al-qā'id al-'amm*) de l'ALA. Dans la plupart des notes de service du groupe, son nom est ainsi précédé du titre *al-qā'id*, sans mention aucune de son grade, à la différence des autres membres. À partir du 28 avril 1976, toute l'organisation est repensée pour être calquée sur l'armée mère : outre le commandant général, l'ALA se voit dotée d'un conseil de commandement, d'un conseil d'état-major, de cinq régions militaires (Nord, Sud, Mont-Liban, Bekaa, et Beyrouth). Et pour concurrencer *Al-Jundī al-lubnānī*, une sorte de bulletin interne est créé : *Lubnān al-'arabī* (Le Liban arabe)⁵⁸.

À l'instar de l'armée libanaise, l'Armée du Liban arabe ne se contente pas de remplir des missions militaires et se présente, de surcroît, comme « l'armée du peuple, des exilés et des opprimés⁵⁹ » (*jays' al-ša'b, jays' al-muhajjarin, jays' al-mashūqin*). Avant même le début de la guerre civile, des déplacements de population ont lieu dans le sud du pays en raison des incursions israéliennes. Vingt-cinq mille personnes fuient provisoirement les zones les plus touchées que sont les cazas frontaliers de Hasbaya, Marjayoun, Bint Jbeil et Tyr⁶⁰. À l'inverse, à partir d'avril 1975, beaucoup de personnes originaires du Liban-Sud récemment installées dans la banlieue de Beyrouth retournent dans leurs localités d'origine à cause de l'embrasement de la capitale. La présence de l'ALA dans cette région aux côtés des fedayin palestiniens lui permet non seulement d'attester sa détermination à jouer sa partition dans la confrontation face à Israël mais aussi sa capacité à défendre et à venir en aide aux populations du Liban-Sud délaissées par l'État central.

Dans son opuscule, le groupe définit les principes économiques, sociaux et culturels de son projet national, reprenant en partie le programme paru en février 1976. Ces derniers prévoient notamment la « répartition des institutions, des infrastructures, des casernes et des bases navales en fonction du développement des régions et de l'équilibre militaire entre celles-ci » ainsi que le « développement des différentes régions⁶¹ ». Grâce aux fonds fournis par le Fatah, l'ALA contribue à la percée de nouvelles routes, à la construction d'écoles, d'abris et de cliniques et participe à la

⁵⁷ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 25.

⁵⁸ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 107-108.

⁵⁹ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 48.

⁶⁰ Boutros Labaki et Khalil Abou Rjeily, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 66.

⁶¹ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 70.

distribution de denrées de base auprès des plus démunis. Sa plus grande réussite dans le domaine socio-économique est le rôle qu'elle joue pour régler le problème de l'achat des récoltes du tabac. Au début de l'année 1976, la société d'État détenant le monopole de l'achat et de la vente du tabac, la Régie, annonce qu'elle n'achètera pas la récolte de l'année 1975. Or la culture du tabac est une ressource essentielle pour de nombreux villages du Liban-Sud, non seulement pour les paysans et les manœuvres agricoles mais aussi pour les commerçants et les artisans de la région. La Libye et l'Irak, qui soutiennent l'ALA⁶² ainsi que les factions palestiniennes du Front du refus (*Jabhat al-rafd*) et les partis les plus radicaux de la gauche libanaise⁶³, se proposent d'acheter la production de tabac, tandis que cette dernière est chargée de superviser la récolte et d'estimer sa valeur⁶⁴.

L'action de l'Armée du Liban arabe n'est toutefois pas dépourvue d'objectifs politiques. À l'instar de ceux des milices⁶⁵, les services sociaux qu'elle fournit lui permettent de créer des liens de dépendance et de fidélité avec la population locale. Par ailleurs, plusieurs villages chrétiens, considérés comme favorables aux *Katā'ib*, sont attaqués par l'ALA, à l'instar de Aychiyé en octobre 1976⁶⁶. Celle-ci ne prétend pas uniquement remplacer l'armée libanaise précédente, elle embrasse un programme politique et militaire plus vaste qui reprend les grandes lignes de celui du Mouvement national.

LE « BRAS ARMÉ » DU MOUVEMENT NATIONAL

Dans la section de l'opuscule sur ses principes et ses objectifs, l'ALA se présente comme « le noyau de la future armée de la République arabe libanaise et le point de départ de la révolution du Liban arabe dont les racines remontent à la révolution arabe globale⁶⁷ ». Reprenant mot pour mot la déclaration de l'ALA faite le 5 juin 1976⁶⁸, ce projet repose sur plusieurs « principes fondamentaux » :

- Se conformer à l'arabité du Liban par un texte constitutionnel clair et complet définissant l'identité arabe du Liban et liant son destin au destin de la nation arabe.
- Considérer le Liban comme un État de la confrontation assumant les devoirs et les responsabilités des États de la confrontation et dont le destin se décide avec le destin de ces États.
- Travailler à l'abolition du confessionnalisme politique du sommet à la base.
- Réaliser la justice et l'égalité entre les citoyens dans leurs responsabilités et leurs devoirs.

⁶² N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 139-141 et 173.

⁶³ K. S. Salibi, *Cross Roads to Civil War*, op. cit., p. 72.

⁶⁴ Mounzer Jaber, *Al-šarīṭ al-lubnānī al-muḥtall: masālik al-iḥtilāl, masārāt al-muwājaha, mašā'ir al-ahālī* [La bande libanaise occupée : les chemins de l'occupation, les lignes de la confrontation, le destin de la population], Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1999, p. 41-42.

⁶⁵ Cf. notamment Judith Harik, *The Public and Social services of the Lebanese Militias*, Oxford, Centre for Lebanese Studies, 1994 ; Elizabeth Picard, « The Political Economy of Civil War in Lebanon », dans Steven HEYDEMANN (dir.), *War, Institutions and Social Change in the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 292-322.

⁶⁶ B. Labaki et K. Abou Rjeily, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, op. cit., p. 67.

⁶⁷ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 69.

⁶⁸ *Al Muḥarrir*, 6 juin 1976.

- Délimiter l'appartenance arabe et nationaliste arabe dans l'éducation et l'enseignement.⁶⁹

La rhétorique révolutionnaire, tout d'abord, fait écho au nationalisme arabe et, en particulier, au socialisme arabe, substrat du baasisme et du nassérisme qui associent révolution politique et révolution sociale. Dans son discours du 22 février 1964 visant à expliquer la charte d'action nationale, Gamal Abd al-Nasser lui-même affirme que la démocratie ne peut aller sans égalité sociale et vice-versa⁷⁰. De fait, toute la geste nassérienne inspire directement le répertoire d'action du lieutenant Ḥaṭīb et de ses compagnons d'armes qui songent, au moment de leur « *intifāda* », à rééditer au Liban le coup d'État des Officiers libres de 1952⁷¹. Leur rhétorique renvoie également à la révolution palestinienne qui vise à se soulever contre l'indignité de l'exil et à libérer la Palestine de l'entité israélienne ainsi que le mouvement national palestinien de l'emprise arabe⁷². Quant aux revendications, elles sont toutes liées de près ou de loin à celles qui figurent dans le programme transitoire, paru le 18 août 1975, des partis et des forces progressistes et patriotiques (*al-aḥzāb wa-l-quwā al-taqaddumiyya wa-l-waṭaniyya*). Ces derniers réaffirment, d'une part, l'appartenance arabe du Liban et son rôle dans la lutte contre l'ennemi sioniste. Instaurée par la figure fondatrice de l'armée libanaise, l'ancien commandant en chef Fouad Chéhab, la doctrine de l'armée neutre (*al-jayš al-muḥāyid*) est en effet vivement critiquée par les leaders du Mouvement national et une partie des militaires qui veulent faire du Liban un État de la confrontation (*dawla muwājiba*). D'autre part, la réforme de l'armée et l'abolition du confessionnalisme constituent deux des principales demandes du programme.

Ce n'est pas un hasard si ces « principes fondamentaux » sont annoncés publiquement par l'Armée du Liban arabe le 5 juin 1976. Entre le 31 mai et le 1^{er} juin, plusieurs milliers de soldats syriens avaient pénétré au Liban afin de faire pièce à la progression de l'ALA et des Forces communes, nom donné à la coalition militaire formée par les organisations palestiniennes et le Mouvement national. Cette profession de foi est donc censée resserrer les rangs patriotiques et progressistes afin de faire face à l'intervention syrienne. La veille de cette déclaration, un commandement militaire unifié entre l'OLP, le Mouvement national et l'ALA avait été créé pour coordonner l'action d'une force composée d'environ 20 000 hommes au total. La stratégie de légitimation de l'ALA démontre ainsi l'étroite imbrication entre son discours interne et son discours externe : elle doit convaincre, d'une part, les militaires libanais patriotiques (*waṭani*). D'autre part, elle s'adresse aux acteurs de la guerre civile qui ont un ancrage semblable, en l'occurrence le Mouvement national et la Résistance palestinienne.

⁶⁹ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 69.

⁷⁰ Clive Holes, « The Uses of Variation: A Study of the Political Speeches of Gamal Abd el-Nasir », dans *Perspectives on Arabic Linguistics V*, dir. Mushira Eid et Clive Holes, Amsterdam, Benjamins, 1993, p. 13-45, ici p. 41-42.

⁷¹ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 28.

⁷² Cf. Nadia Benjelloun-Ollivier, *La Palestine : un enjeu, des stratégies, un destin*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1984 ; Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State: The Palestinian National Movement (1949-1993)*, New York, Oxford University Press, 2011 [1997].

C'est à l'aune de cette imbrication qu'il faut comprendre les accusations portées contre l'« alignement de l'armée » (*taḥayyuz al-jayš*) sur les « forces isolationnistes » (*al-quwā al-in'izāliyya*) :

Le rôle de l'armée libanaise a commencé d'être dévoilé au fil de l'évolution de la guerre civile au Liban, d'abord par le choix du soutien militaire aux forces isolationnistes afin d'anéantir les forces patriotiques [*waṭani*], puis avec l'intervention pour empêcher la victoire des forces patriotiques [*waṭani*], comme cela est arrivé lors de la bataille des hôtels, de la Galerie Semaan, de Saadiyat et de Damour, [...] avec le transfert des armes et des munitions des casernes situées dans les zones patriotiques [*waṭani*] vers les casernes contrôlées par les forces isolationnistes, et enfin avec la participation active aux côtés de ces forces comme cela est arrivé à Maslakh [aux abattoirs] et La Quarantaine, à Damour et Saadiyat, et à Haouch al-Oumara.⁷³

Avant même le début de la guerre civile libanaise, le commandement de l'armée libanaise avait autorisé l'approvisionnement en armes des milices dirigées par les principaux *ṣa'īm*-s chrétiens. Début janvier 1974, 6 500 armes légères et semi-lourdes (mortiers) sont débarquées au port de Beyrouth à destination des *Katā'ib* de Pierre Gemayel, des *Numūr* (Tigres) du Parti-national libéral de Camille Chamoun et de l'Armée de libération zghortote (*Jayš al-taḥrīr al-zġartāwī*) de Sleiman Frangié basée à Zghorta. Elles sont transportées dans des camions de l'armée libanaise⁷⁴. L'affaire de l'Aquamarina de novembre 1975, plus connue, renforce les suspicions de son « alignement »⁷⁵. En fait, après les affrontements entre l'armée libanaise et les fedayin palestiniens en mai 1973, le président Frangié avait donné son assentiment à ce que l'armée et, *a fortiori*, le deuxième bureau, soutiennent discrètement les milices chrétiennes⁷⁶. Il s'agit de compenser la paralysie croissante de l'institution militaire provoquée par le dissensus de la classe politique libanaise et l'immixtion des pays arabes, Syrie en tête, dans la question palestinienne au Liban. Des officiers libanais apportent également leur expérience pour former et entraîner des miliciens appartenant à ces organisations paramilitaires ainsi qu'à des groupes plus petits comme *al-Tanzīm* (L'Organisation), fondé en 1969 à l'issue d'une scission au sein des *Katā'ib* afin de contrer l'expansion palestinienne au Liban⁷⁷.

Entre 1975 et 1976, l'armée libanaise intervient à plusieurs reprises pour secourir les milices chrétiennes, et ce malgré le remplacement, en septembre 1975, du commandant en chef Iskandar Ġānim, accusé de collusion avec ces dernières, par le général Ḥannā Sa'īd. Si son action, lors de la bataille des hôtels en septembre 1975, et à la Galerie Semaan, La Quarantaine, Damour et Saadiyat en janvier 1976, est bien connue, l'épisode de Haouch al-Oumara l'est moins. C'est pourtant de là-bas que jaillit l'étincelle qui va finalement décider le lieutenant Ḥaṭīb à faire sécession.

⁷³ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 61.

⁷⁴ AMAE, Télégramme de Hubert Argot au ministre des Affaires étrangères, 10 janvier 1974.

⁷⁵ Lors du débarquement clandestin d'une cargaison d'armes destinée aux milices chrétiennes dans la baie de Jounieh, le 6 novembre 1975, l'armée qui se rend sur place affirme qu'il s'agit de produits alimentaires. Rachid Karamé décide l'envoi d'une patrouille mixte libano-palestinienne qui se voit refuser l'accès par les milices chrétiennes. Le premier ministre demande alors à l'armée d'intervenir, sans recevoir de réponse. Il menace de démissionner à la suite de cette affaire. Cf. S. Kassir, *La guerre du Liban*, op. cit., p. 133.

⁷⁶ Cf. l'avant-dernière partie de l'ouvrage de Nicolas Nassif, *Al-maktab al-tānī, ḥākīm fī l-ẓill* [Le deuxième bureau, gouverneur dans l'ombre], Beyrouth, Dār al-mukhtārāt, 2006.

⁷⁷ S. Kassir, *La guerre du Liban*, op. cit., p. 76-78.

Durant l'été 1975, Aḥmad al-Ḥaṭīb a été affecté dans cette localité, voisine de Zahlé, comme officier de liaison entre l'armée libanaise et les combattants palestiniens⁷⁸. Dans ses mémoires, il décrit comment le lieutenant Yūsuf al-Ṭaḥḥān, qui l'a remplacé à la tête du 3^e escadron blindé, utilise des camions de l'unité pour transférer armes et munitions de l'entrepôt de la caserne d'Ablah à Zahlé et à Haouch al-Oumara afin d'équiper les *Kata'ib* sur place. Il s'en plaint au commandant de la région militaire de la Bekaa, le colonel Anṭwān Laḥad⁷⁹, qui lui répond par une fin de non-recevoir et décide de le muter au Liban-Sud⁸⁰. À la mi-janvier 1976, l'armée libanaise lance une attaque sur Haouch al-Oumara afin d'en chasser les combattants palestiniens, à laquelle participe le sous-lieutenant Anṭwān Ḥalaf, chef d'un peloton de chars. Elle se retire toutefois après avoir accompli sa mission : la localité est laissée sans protection face aux *Kata'ib* et au Rassemblement zahliote (*al-tajammu' al-zaḥlī*), une milice locale, qui y commettent des exactions contre les habitants, faisant plusieurs morts et causant la fuite d'une partie d'entre eux⁸¹.

L'expérience de Haouch al-Oumara est déterminante pour Aḥmad al-Ḥaṭīb, définitivement convaincu de « l'alignement de l'armée » sur les milices chrétiennes. Il épouse ainsi la vision et le vocabulaire de la gauche libanaise. Kamal Joumblatt lui-même réclame, le 1^{er} février 1976, « l'épuration de l'armée qui doit se débarrasser de tous ses éléments isolationnistes, même si elle ne doit plus compter que quelques milliers de militaires⁸² ». Le terme « isolationnistes » semble d'ailleurs avoir été forgé, ou du moins popularisé, par le leader druze qui définit les « isolationnistes », dans son témoignage autobiographique posthume, comme ceux qui « veulent isoler le Liban, le séparer moralement, socialement, politiquement et même, par la suite, nationalement du monde arabe⁸³ ». Loin d'être borné à une simple opposition confessionnelle, le sens de ce vocable reflète le dissensus originel sur le rôle et l'identité du Liban dans le monde arabe depuis son indépendance.

Le profil sociologique d'Aḥmad al-Ḥaṭīb montre d'ailleurs que la création de l'ALA n'aurait pu échoir à n'importe quel officier, fût-il sunnite, et que l'appartenance géographique et familiale doit être prise en considération, au même titre que le facteur confessionnel. Aḥmad al-Ḥaṭīb est originaire de Chéhime, ville située au cœur de la zone d'influence de Kamal Joumblatt dans l'Iklīm al-Kharroub, une région de la circonscription électorale du Chouf en majorité sunnite mais dans le giron du leader druze. L'un de ses oncles, Anwār al-Ḥaṭīb était membre du Parti socialiste progressiste (*al-Ḥizb al-taqqadumī al-iştirākī*, PSP), le parti fondé par Kamal Joumblatt en 1949, et fut un homme politique influent dans la région, ayant été député du Chouf et ministre de l'Eau et de l'Électricité entre 1968 et 1970. Son fils Zāhir lui succède à la députation après sa mort en 1970.

⁷⁸ Entretien avec le général Anṭwān Ḥalaf, 3 juillet 2019.

⁷⁹ Il s'agit du futur chef de l'Armée du Liban-Sud (*Jayš Lubnān al-janūbī*) qui succède au commandant Sa'd Haddād en 1984.

⁸⁰ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 27.

⁸¹ Entretien avec le général Anṭwān Ḥalaf, 3 juillet 2019.

⁸² *L'Orient-Le Jour*, 1^{er} février 1976.

⁸³ Kamal Joumblatt, *Pour le Liban*, Paris, Stock, 1978, p. 97.

Un autre de ses oncles, Zāfir al-Ḥaṭīb, était membre du commandement central de la Ligue des travailleurs (*Rābiṭat al-ṣaḡīla*) et fut tué sur le front de la Galerie Semaan le 10 janvier 1976⁸⁴. Quant au père d'Ahmad al-Ḥaṭīb, il est lui-même membre du PSP. Confrontée aux choix du commandement de l'armée, la trajectoire biographique du fondateur de l'ALA permet ainsi d'éclairer l'action du groupe et les principes qui l'animent.

UNE CRITIQUE DU « COURANT PATRIOTIQUE [WAṬANI] »

En dépit de la proximité politique du fondateur de l'ALA avec le leader du Mouvement national, la relation entre les deux hommes est le plus souvent ombrageuse. Dans l'un des passages de l'opuscule dressant le bilan de l'action de l'Armée du Liban arabe, transparait une rare critique de ses alliés où pointe sa profonde amertume :

Nous n'avons pas trouvé d'ami désintéressé ni d'allié dépourvu de caprices ou d'égoïsme. Ainsi, le soutien à l'Armée du Liban arabe demeura à l'étude de la part des forces qui ont bénéficié de l'*intifāda*. Au moment voulu, nous n'avons pas reçu un soutien suffisant à la hauteur de la portée de l'*intifāda* et de ce qu'elle a apporté au courant patriotique [*waṭani*] sur la scène libanaise. [...]

La vision de nombreux alliés envers cette armée patriotique [*waṭani*] était complètement confuse. Certains n'y virent qu'un simple butin dont il faut récolter la plus grosse part, surtout après la chute des casernes. D'autres la considérèrent comme un nouveau parti politique concurrent, adoptant par conséquent une position négative. [...]

Nous avons toujours affirmé que nous étions le bras armé du Mouvement national et des forces nationalistes arabes mais nous n'avons rencontré qu'oppositions et tentatives de substitution.⁸⁵

La volonté de l'ALA de devenir le « bras armé » du Mouvement national et de soutenir la cause palestinienne explique en partie son succès fulgurant auprès de plusieurs milliers de militaires, notamment au sein de la troupe. Moins marqués par la fraternité d'armes que leurs supérieurs passés par Fayadiéh, en majorité musulmans (chiites principalement)⁸⁶ et originaires des régions périphériques du Liban, ils sont certainement plus sensibles au discours politique et social de l'Armée du Liban arabe. Ce dernier lui vaut aussi un soutien considérable de la part du Fatah, le groupe le plus puissant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui voit dans cette dissidence une double occasion : affaiblir l'État libanais et légitimer sa présence au Liban grâce à la couverture d'une armée libanaise concurrente. C'est pourquoi le Fatah se propose de verser les salaires des militaires dissidents et de leur fournir la majorité de leurs armes et de leurs munitions. En contrepartie, Ahmad al-Ḥaṭīb se retrouve lié à deux hommes ayant toute latitude de décision sur son mouvement, Khalil al-Wazir (Abū Jihād), le décideur politique, et le général Saad Sail (Abū

⁸⁴ *Al-Muḥarrir*, 13 janvier 1976.

⁸⁵ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 64-65.

⁸⁶ AMAE, 1835INVA/428, Rapport annuel de l'attaché des forces armées près l'ambassade de France au Liban (1974), 15 janvier 1975.

al-Walīd), responsable de la salle des opérations au sein du Fatah, interlocuteur indispensable pour l'équipement⁸⁷.

La solde versée par l'ALA, plus élevée qu'au sein de l'armée mère, est à double tranchant : atout majeur pour le recrutement de soldats, elle entame la cohésion de ses troupes dont une partie s'enrôle chez le plus offrant sans s'embarrasser de considération idéologique. L'Armée du Liban arabe se plaint ainsi de ce que les « forces amies s'emploient à chasser certains de ses officiers et à les attirer pour les greffer à ses propres éléments, à grand renfort de pots-de-vin⁸⁸ ». Pour les différents partis de gauche, le recrutement de soldats et *a fortiori* d'officiers est une aubaine en vue de pallier leur manque de compétences militaires. La première dissension entre l'ALA et le Mouvement national intervient lorsque Kamal Joumblatt appuie la formation, dans le Chouf, d'un rassemblement de militaires libanais concurrent qui prend rapidement le nom d'Armée de Fakhr al-Din (*Jayš Fakhr al-Dīn*), du nom du célèbre émir druze dont le pouvoir s'étendait jusqu'à la Montagne du Chouf (*Jabāl al-Šūf*) au début du XVII^e siècle. Elle est le fruit d'une réunion d'officiers druzes qui se tient, le 16 mars 1976, à Moukhtara, fief de la famille Joumblatt⁸⁹. Si l'invasion syrienne du Liban permet de resserrer temporairement les rangs progressistes, la réunion du 15 juillet 1976 sous les auspices du chef de l'OLP, Yasser Arafat, échoue à réconcilier Aḥmad al-Ḥaṭīb et Kamal Joumblatt⁹⁰.

L'initiative des officiers druzes est une réponse à la progression de l'Armée du Liban arabe qui commence d'empiéter sur la zone d'influence de Kamal Joumblatt dans le sud du Mont-Liban. Tombée sous le contrôle de l'ALA le 15 mars 1976, la caserne de Hammana, nœud stratégique entre le Haut-Metn et le Chouf, est une ligne rouge pour le leader du Mouvement national. Elle est immédiatement prise d'assaut par les combattants du PSP qui en prennent le contrôle⁹¹. Plus largement, l'Armée de Fakhr al-Din, proclamée le 20 mars 1976, contribue à saper l'ambition d'Aḥmad al-Ḥaṭīb de former le noyau pluriconfessionnel d'une nouvelle armée libanaise. Il semble ainsi fécond de comprendre l'opposition entre les deux hommes comme la réaction d'un *ḡa'im* face à l'émergence d'un dangereux rival qui menace son leadership au sein du Mouvement national ainsi que dans son propre fief, le Chouf. En tant que sunnite issu d'une grande famille de Chéhime, le lieutenant dissident possède en effet le profil idoine pour élargir son influence au sein de la gauche libanaise et grignoter l'assise territoriale de Kamal Joumblatt. Après avoir dû prendre acte du « phénomène Khatib » soutenu par le Fatah⁹², ce dernier adopte une nouvelle stratégie : l'ALA doit être un simple outil militaire dans les mains du Mouvement national, sans prétention politique. Le projet du lieutenant Ḥaṭīb, lui, dépasse largement le domaine militaire pour façonner un nouveau Liban dont l'ALA est l'avant-garde.

⁸⁷ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 34.

⁸⁸ *Al-Intifāda*, op. cit., p. 64.

⁸⁹ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 133.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 124-126.

⁹¹ *Al-Muḥarrir*, 17 mars 1976.

⁹² Dans son entretien avec le journaliste Philippe Lapousterle, Kamal Joumblatt affirme avoir « tenté de dissuader [Aḥmad al-Ḥaṭīb] de se lancer dans cette aventure stérile, et par la suite de réfréner les rébellions en série des soldats et des sous-officiers. » K. Joumblatt, *Pour le Liban*, op. cit., p. 214.

Le coup de grâce aux ambitions d'Aḥmad al-Ḥaṭīb, comme à celles de Kamal Joumblatt, est toutefois porté par la Syrie. Le fondateur de l'ALA a fait le choix de rester fidèle à son parrain, le Fatah, avec lequel il a noué une relation de forte dépendance. Ce choix entraîne les premières scissions dans les rangs des officiers les plus éminents du groupe : les commandants Aḥmad Ma'marī et Ibrāhīm Šāhīn, respectivement à la tête de la région militaire du Liban-Nord et du Liban-Sud, quittent la dissidence dans le sillage des premiers affrontements entre l'ALA et l'armée syrienne début juin 1976. En désaccord avec le commandant de l'ALA sur le rôle de la Résistance palestinienne au Liban, le premier avait en fait déjà noué des contacts avec la Syrie et supportait mal sa subordination à un officier moins gradé que lui⁹³. Le 27 septembre 1976, l'armée syrienne lance une offensive généralisée dans la Montagne et signe la défaite des Forces communes. Défaits militairement, Aḥmad al-Ḥaṭīb et Kamal Joumblatt sont tous deux exclus du règlement politique imposé par la Syrie et que doit porter le nouveau président élu, Élias Sarkis. Après avoir tenté de s'y opposer, le fondateur de l'ALA est emprisonné, le 22 janvier 1977, dans la prison syrienne de Mazzé avec d'autres membres du groupe. À sa libération, le 3 novembre 1978, il reprend la tête d'une dissidence qui a perdu tout éclat : jusqu'à l'invasion israélienne de juin 1982, elle ne survit que comme une petite milice, composée de militaires et de civils, répartie entre Tyr, Nabatiyé et Jezzine. Amère, l'Armée du Liban arabe conclut dans son opuscule qu'« [elle] n'a ressenti à aucun moment l'étreinte nationale [*waṭani*] et politique escomptée⁹⁴ ».

La dissection de la trajectoire de l'Armée Liban arabe, par son discours, est riche d'au moins trois enseignements. Premièrement, elle rappelle la complexité des choix, des rapports de force, et des relations qui caractérisent la guerre civile libanaise. L'éclatement de la première dissidence au sein de l'armée, le recrutement de l'ALA, la relation entre l'ALA et ses alliés : loin de se limiter à un critère confessionnel, tous ces phénomènes appellent, chacun, un faisceau d'explications que ce seul article est loin d'avoir épuisé. Afin de ne pas alourdir l'analyse discursive, le choix a été fait ici de se concentrer notamment sur la relation entre Aḥmad al-Ḥaṭīb et le leader du Mouvement national, Kamal Joumblatt, mais il y aurait beaucoup à dire sur le rapport entre le premier et les autres leaders de la gauche libanaise, tels que Georges Hawi (Parti communiste libanais) ou encore l'ancien *qabaḍāy* Ibrahim Qoleilat (Mouvement des Nasséristes indépendants et sa célèbre milice *Al-Murābiṭūn*), ainsi que sur d'autres membres du groupe, officier ou simple soldat.

Elle permet aussi de mieux comprendre les origines de la première dissidence dans l'histoire de l'armée libanaise⁹⁵ en éclairant non seulement ce qui a pu séduire une partie de la troupe mais aussi certaines lézardes présentes au sein du corps des officiers avant le début de la guerre. Au rebours d'un récit qui s'attarde uniquement sur les rares épisodes de contestation militaire ouverte, tels que

⁹³ N. Nassif, *Juyūš Lubnān*, op. cit., p. 60.

⁹⁴ *Al-Intifāḍa*, op. cit., p. 65.

⁹⁵ La tentative de coup d'État du Parti social-nationaliste syrien ne saurait être considérée comme une véritable dissidence au sein de l'armée libanaise car elle ne compta qu'une poignée d'officiers parmi ses artisans.

la tentative de coup d'État du Parti social-nationaliste syrien (*al-Ḥizb al-sūrī al-qawmī al-ijtimā'ī*) en 1961, ces lézardes appellent une réévaluation de la cohésion du personnel militaire, y compris à l'époque chéhabiste. Considérée comme l'âge d'or du Liban et comme l'apogée de l'armée libanaise avec un deuxième bureau au faîte de sa puissance, cette période pourrait être revisitée au prisme de la formation militaire et de ce qu'on pourrait appeler les « nouveaux officiers », c'est-à-dire les officiers originaires des régions périphériques du Liban et en majorité musulmans qui entrent, de plus en plus nombreux, à Fayadieh dans les années 1960 et 1970. En somme, ces lézardes laissent entendre que l'éclatement de l'armée n'est pas uniquement imputable au démantèlement des piliers de l'institution sous le mandat Frangié et à la division de la société libanaise autour de la question palestinienne. Bien que ces phénomènes en constituent sans doute les facteurs essentiels, certaines de ses racines sont antérieures. Hélas, le problème des sources se pose ici car les archives officielles demeurent inaccessibles et les témoins de cette période se font de moins en moins nombreux.

Enfin, pour en revenir à l'Armée du Liban arabe, l'examen de ses ressorts discursifs montre bien que son ascension est fondée sur une contradiction insurmontable. Sa « trahison » vis-à-vis de l'institution militaire l'amène à invoquer un projet politique global qui dépasse largement un simple changement de doctrine militaire. En cela, elle respecte bien la « structure triadique de la trahison » selon laquelle il y a toujours quelqu'un qui trahit, quelqu'un qui est trahi et quelqu'un au nom duquel on trahit⁹⁶. Or ce projet politique, nécessaire à sa survie, non seulement s'avère incompatible avec son ambition de se présenter comme la nouvelle armée nationale mais suscite également l'animosité de son principal allié, le Mouvement national, qui voit en elle un rival de plus en plus dangereux. Seul le lien de dépendance entretenu avec le Fatah permet de préserver l'ALA. Mais ce même lien, là encore, enterre ses chances d'incarner une armée nationale. Cette contradiction renferme en fait l'emboîtement multiscalaire des guerres qui se jouent alors au Liban : conflit israélo-arabe, rivalités interarabes, guerre libanaise nationale, et, enfin, guerre locale de leadership politique et territorial.

Jonathan Hassine

Thèse : « La guerre civile au prisme de l'armée libanaise : entre la caserne, la milice et le foyer » sous la direction de Catherine Mayeur-Jaouen et Franck Mermier (CNRS)

⁹⁶ E. Pozzi, « Le paradigme du traître », *op. cit.*, p. 1-33, ici p. 8-9.